
NE PAS PUBLIER AVANT
MERCREDI 11 FÉVRIER 9 H 00

LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI

(Traduction non officielle)

**Déclaration du Gouvernement à l'ouverture du débat de politique étrangère
au Parlement, mercredi 11 février 2004**

Monsieur le Président/ Madame la Présidente,

« La sécurité, dans le monde d'aujourd'hui, doit se réaliser à l'échelle planétaire et en commun, et elle doit inclure la liberté et la confiance pour tous. La sécurité passe par les droits de l'homme, le droit international et la démocratie. »

C'est en ces termes qu'il y a un an, devant le Riksdag, Anna Lindh mettait en exergue les valeurs qui guident l'ensemble de notre politique étrangère et de sécurité.

L'égalité en droits et en dignité de tous les êtres humains en est le fondement. Dans le même temps, la solidarité et la coopération sont les conditions de notre propre sécurité.

Telle est aussi l'idée fondatrice des Nations Unies, et celle de l'Union européenne.

Mais les valeurs ne se réalisent pas par des discours et des réflexions. Elles ne prennent leur sens que si elles se transforment en action.

En ce moment, la Suède agit dans une série de domaines pour accroître la sécurité dans son environnement proche, en Europe et dans le monde. Nous agissons pour prévenir les conflits armés, faire cesser les guerres en cours et prévenir leurs séquelles. Nous agissons dans des États dévastés par la guerre civile ou les nettoyages ethniques. Nous agissons contre les terroristes, les trafiquants d'êtres humains et la criminalité organisée. Nous agissons là où ont sévi des catastrophes naturelles. Nous agissons pour réduire la pauvreté. Nous agissons en tant que membre de l'Union européenne et des Nations Unies, et conjointement avec d'autres organisations et pays, ainsi qu'avec la société civile. Nous agissons concrètement pour la paix et la sécurité.

Au Libéria – où des enfants soldats, des garçons et des filles dont les plus jeunes n'avaient pas plus de huit ans, ont tué et ont été tués, ont mutilé et ont été mutilés – les préparatifs sont en cours pour la compagnie d'artillerie suédoise de 230 personnes qui doit entrer dans une force des Nations Unies d'un effectif de 15 000 hommes. Elle est chargée de garantir le processus de paix auquel la Suède contribue par la mission européenne confiée à Hans Dahlgren, le secrétaire général du Ministère des affaires étrangères. La Suède soutient par ailleurs le désarmement des combattants et la formation de juges et de procureurs au Libéria.

Au Congo – où plus de trois millions de personnes ont perdu la vie dans ce qui a été qualifié de « guerre mondiale de l’Afrique » – une troupe suédoise est sur place. L’été dernier, une intervention européenne menée par des forces spéciales suédoises et françaises sur demande de l’ONU ont permis d’étouffer dans l’œuf un nettoyage ethnique imminent. C’est là un exemple de notre détermination à faire cesser les violations flagrantes des droits de l’homme – y compris par des moyens militaires. En Afrique, nous collaborons avec des États et des organisations, qui assument une responsabilité croissante pour le développement du continent et pour ses crises.

En Afghanistan – où les talibans et Al-Qaida intensifient leurs attaques – nous préparons une intervention conjointe des pays nordiques et d’autres fournisseurs de troupes pour renforcer la sécurité dans les régions rurales, lutter contre le trafic de stupéfiants et le terrorisme, faciliter la reconstruction. La Suède participe déjà à la force de sécurité dirigée par l’OTAN à Kaboul. Elle assure la formation d’avocats afghans aux droits de l’homme. Le Comité suédois pour l’Afghanistan gère cinq cents écoles et des dispensaires pour les femmes et les enfants.

Dans les Balkans, l’Union européenne, sous la présidence suédoise, a pu prévenir une guerre à grande échelle en Macédoine. La Suède conduit actuellement la brigade de la KFOR, la force des Nations Unies au Kosovo, à laquelle elle participe avec un effectif de 520 personnes. Des policiers suédois participent aux deux missions européennes de police, en Bosnie et en Macédoine. Le gouvernement s’emploie à renforcer le rôle de l’Union européenne au Kosovo.

La Suède veut contribuer à relancer le processus de paix dans le conflit régional sans doute le plus dangereux, celui du Proche-Orient. Dans l’état

actuel des choses, les parties en présence ne sont pas capables de parvenir par leurs propres moyens à un accord de paix, ni de suivre la feuille de route. Elles ont besoin d'une aide internationale. Le message du gouvernement suédois est sans équivoque : Les colonies en territoire occupé sont illégales, et donc la politique d'implantations doit cesser. La « clôture de sécurité » en zone occupée est contraire au droit international. La poursuite des violences n'apporte aucun avantage, à aucun des camps. Il faut un cessez-le-feu immédiat, il faut une présence internationale pour qu'il puisse être durable, et, avant tout peut-être, il faut un espoir de solution politique, un État palestinien viable coexistant aux côtés d'Israël. Il faut mettre un terme à l'occupation. Le gouvernement condamne tous les actes de violence contre des civils innocents, qu'ils soient palestiniens ou israéliens. Les attentats-suicide palestiniens ne sont excusables en aucune circonstance. Ils doivent cesser pour qu'Israéliens et Palestiniens puissent vivre dans la paix et l'harmonie. Un exemple de l'engagement du gouvernement en faveur de la paix a été, il y a deux semaines, la rencontre avec les représentants de l'initiative de Genève.

La Suède travaille à réduire la menace des armes de destruction massive. Quinze ans après la fin de la guerre froide, il y a encore des dizaines de milliers d'armes nucléaires, et plus de doigts sur la détente que jamais. L'amélioration amorcée dans les relations entre l'Inde et le Pakistan, qui réduit la menace d'un conflit nucléaire et ouvre la voie au développement économique régional, est un signe prometteur.

La Suède use de son influence pour que la Corée du Nord abandonne son programme d'armement nucléaire, et encourage tout ce qui, aujourd'hui, donne à penser que ce pays est disposé à s'ouvrir sur le monde extérieur. Nous contribuons à initier la Corée du Nord aux droits de l'homme et à

l'économie de marché, et nous sommes prêts à faire plus. Une coopération plus étroite avec la Corée du Nord suppose toutefois qu'elle honore ses engagements internationaux.

Nous œuvrons pour que les États dotés de l'arme nucléaire remplissent enfin leurs engagements dans le domaine du désarmement. La politique de l'Union européenne contre les armes de destruction massive, dont l'initiative vient de la Suède, va maintenant être mise en œuvre. Le contrôle des exportations sera renforcé et les inspections améliorées. La commission internationale sur les armes de destruction massive est une autre initiative suédoise. Elle est présidée par Hans Blix, qui, un an après avoir dû renoncer à la mission que lui avait confiée l'ONU en Irak, reçoit aujourd'hui un témoignage d'estime bien mérité.

Les valeurs liées aux droits de l'homme et au droit international devraient aller de soi. Mais dans la pratique, les violations sont légion, comme le montrent les rapports que publie annuellement le Ministère des affaires étrangères.

En publiant ces rapports sur Internet, nous contribuons à la transparence qui est le pire ennemi des criminels. La souveraineté des États ne peut plus être un rempart légitime derrière lequel on laisserait se poursuivre des violations massives des droits de l'homme.

Le terrorisme international est une menace grandissante contre notre sécurité et nos droits et libertés fondamentaux à tous. Sans cesse, on nous annonce de nouveaux actes de terrorisme effroyables. La Suède prend une part active à la coopération internationale qui est indispensable pour combattre le

terrorisme. Le respect des droits de l'homme et du droit international est déterminant si nous voulons que ce combat soit victorieux.

La Suède demande que son ressortissant détenu à la base de Guantanamo soit libéré puisque les États-Unis n'ont pu produire aucun motif juridiquement valable à l'appui de son internement. Il est manifeste que dans cette affaire, les gouvernements suédois et américain n'ont pas la même conception de ce que permet le droit international. Il en est malheureusement de même en ce qui concerne la Cour pénale internationale. L'exemple de Slobodan Milosevic montre combien il importe que les plus hauts responsables, eux aussi, puissent être traduits en justice. Davantage de ses pareils devraient être conduits à La Haye. C'est dans ce but qu'a été instaurée la Cour pénale internationale.

Les divergences de vues actuelles entre les gouvernements suédois et américain sur certaines questions ne doivent pas faire oublier qu'une implication forte des États-Unis est une nécessité pour pouvoir relever les défis auxquels la communauté internationale est confrontée. Ces défis, aucun pays ne peut y faire face par ses seuls moyens. Les États-Unis ont besoin du monde comme le monde a besoin des États-Unis. Les relations avec les États-Unis – le « lien transatlantique » – sont essentielles pour la sécurité et le développement de l'Europe. Même si nous avons parfois des points de vue divergents, nous avons en commun les grandes valeurs fondamentales que sont la démocratie et les droits de l'homme.

Une autre question importante est de savoir ce que nous devons faire devant la lenteur des progrès des droits de l'homme dans des pays comme la Chine. Il s'agit de savoir s'il suffit que l'ampleur du développement économique arrache une grande partie de la population à la pauvreté et ouvre les relations

avec le monde extérieur. La position du gouvernement suédois est claire : Il ne faut pas transiger sur notre critique des atteintes aux droits de l'homme qui se produisent en Chine. C'est pourquoi nous avons d'autant plus besoin d'un dialogue et d'une coopération dans les domaines où il est effectivement possible d'exercer une influence sur ce grand pays, par exemple le développement juridique et l'environnement.

Demander l'asile est un droit fondamental de la personne humaine. Nous voulons instaurer une politique de l'asile qui permette d'accueillir dans la sécurité juridique et la prévisibilité ceux qui fuient la persécution, et qui donne un asile à ceux qui en ont besoin. Cette politique doit être au cœur de notre action internationale, en particulier dans le cadre de l'Union européenne. En renforçant les droits de l'homme partout dans le monde, nous pouvons éviter que des êtres humains soient poussés à l'exode.

Nos valeurs exigent une politique cohérente.

Une politique solidaire pour le développement doit reposer sur une approche globale. Nous avons jeté les bases d'une politique suédoise concertée, que nous défendrons aussi au sein de l'Union européenne et devant les Nations Unies, en fixant un nouvel objectif général à tous les domaines des politiques : Un développement mondial équitable et durable. En mettant l'accent mis sur les droits fondamentaux et la pauvreté, nous faisons des pauvres non plus les destinataires passibles de mesures, mais des individus ayant la force et la volonté de produire du développement. L'oppression et la discrimination des femmes est un obstacle majeur au développement.

Un commerce mondial ouvert et équitable est un important moteur de la croissance, de l'emploi et du développement partout dans le monde. La

coopération économique contribue à élargir les réseaux de contacts entre les États et l'entente internationale. Les pays en développement doivent pouvoir vendre leurs biens et services. Les obstacles mis par les pays industrialisés aux importations de denrées agricoles, de textile et d'habillement doivent être levés. Il est inacceptable que les exportations du Bangladesh vers les États-Unis soient frappées de droits aussi importants que celles de la France, alors qu'elles ne représentent qu'un dixième des ventes françaises.

Pour beaucoup de pays en développement, les recettes d'exportation de ces produits sont déterminantes. Mais ils ne peuvent faire face à la concurrence et amorcer un développement économique dès lors que les pays industrialisés élèvent des barrières douanières et subventionnent leur propre agriculture pour des sommes qui dépassent les deux tiers du produit intérieur brut de toute l'Afrique. Les pays riches doivent réduire radicalement les aides à leur secteur agricole. L'Union européenne vient de faire un premier pas dans la voie d'une refonte de sa politique agricole. La Suède s'emploiera à faire avancer les réformes. Les pays en développement, pour leur part, doivent aussi faciliter les échanges commerciaux entre eux, pour rendre possible leur intégration à l'économie mondiale. Notre coopération au développement est cruciale pour améliorer la capacité des pays en développement à être parties prenantes au commerce international.

Pour que les pays pauvres aient leur part de la croissance et du développement mondiaux, le système commercial actuel doit être affiné et réformé. À cet effet, la Suède s'emploie à faire en sorte que les négociations reprennent aussitôt que possible au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Elle s'efforce de restaurer la confiance par une coopération avec le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud et d'autres pays africains, et par des coopérations bilatérales et régionales. À l'initiative de la Suède, l'OCDE va

étudier les moyens pour les pays industrialisés d'ouvrir leur commerce dans des secteurs jusqu'à présent protégés.

La mondialisation rend nécessaire une prise de responsabilité accrue.

L'initiative gouvernementale Globalt Ansvar (le Partenariat suédois pour la responsabilité mondiale) est destinée à encourager les entreprises suédoises à respecter et promouvoir les principes fondamentaux concernant les droits de l'homme, l'environnement, les conditions de travail et la lutte contre la corruption.

Monsieur le Président/ Madame la Présidente,

La coopération au développement joue un rôle essentiel dans les relations de la Suède avec le monde extérieur. Au cours de la législature, une décision sera prise afin de porter l'aide au développement à un pour cent du revenu national brut.

Quatre domaines sont prioritaires dans la coopération pour le développement :

La prévention des conflits – car il est impossible de parvenir à un développement durable dans un pays en guerre.

La lutte contre la drogue – car la drogue est à la fois un obstacle au développement dans le monde et un grave problème social en Suède.

Le VIH/SIDA – car la pandémie continue de se propager rapidement, et s'étend maintenant en Asie et en Europe de l'Est. Les pays les plus durement

touchés d'Afrique australe risquent l'effondrement d'un ou plusieurs secteurs de leurs sociétés. La Suède fait porter son effort sur tous les aspects du problème, depuis la recherche d'un vaccin et la prévention jusqu'aux soins et traitements. Le gouvernement a nommé à cet effet un ambassadeur spécial pour le VIH/SIDA.

La santé et les droits sexuels et reproductifs – car beaucoup de jeunes femmes sont contaminées et meurent, et parce que nous assistons à une régression de l'action internationale sur ces questions. Les homosexuels sont opprimés dans bien des pays. Les questions liées à la sexualité et à la vie de couple, l'égalité des droits sexuels, la protection maternelle, l'accès à la contraception, des interruptions de grossesse légales et sûres et le statut des femmes ne doivent pas être passés sous silence. La Suède et l'Union européenne doivent continuer de pousser à une action internationale plus progressiste et plus efficace.

Monsieur le Président/ Madame la Présidente,

Pour pouvoir réaliser notre politique extérieure ; nous avons besoin d'une administration de la plus haute classe internationale. Une vaste action de modernisation et d'innovation est en cours dans l'administration des affaires étrangères. Une nouvelle ambassade s'ouvrira à Bratislava en mai 2004, et l'ouverture d'une nouvelle ambassade est également prévue à Chypre. Nous espérons que la reprise des négociations sur le plan proposé par les Nations Unies rendra possible, le premier mai, l'entrée d'une Chypre réunifiée dans l'Union européenne. Ainsi serait réglé un conflit vieux de quarante ans, avec le soutien de l'ONU et dans le cadre de l'Union européenne.

Par ailleurs, les préparatifs se poursuivent pour envoyer du personnel à l'ambassade de Bagdad. Un effort spécifique est en cours dans les missions à l'étranger pour promouvoir les exportations et les investissements générateurs de croissance et d'emplois en Suède, et pour renforcer l'action au sein de l'Union européenne. L'administration des affaires étrangères doit être un instrument efficace pour l'ensemble du gouvernement.

Monsieur le Président/ Madame la Présidente,

L'appartenance à l'Union européenne est essentielle pour inscrire nos valeurs dans l'action concrète.

Le 1er mai, une page nouvelle s'ouvrira dans l'histoire de l'Europe. Dix nouveaux pays membres feront leur entrée dans l'Union. Les guerres et les conflits qui ont marqué le continent sous le signe du nazisme, du fascisme, du communisme, du nationalisme, du colonialisme, apparaissent de plus en plus comme une page d'histoire que nous avons laissée loin derrière nous.

Aujourd'hui, nous travaillons de concert pour résoudre nous-mêmes nos problèmes et nos conflits par des voies pacifiques. Et nous voulons ensemble contribuer à un monde meilleur sur la base des valeurs de la liberté, des droits de l'homme et de la démocratie. La Suède est sans doute le pays qui a le plus œuvré pour l'élargissement. Il s'agit maintenant de tirer parti des potentialités qu'offre cette Union élargie, par une politique volontariste et par la constitution d'alliances, en particulier avec les nouveaux pays membres et les pays nordiques et les pays baltes.

L'élargissement de l'Union porte le marché intérieur à près d'un demi-milliard d'habitants et 20 millions d'entreprises au total. Le potentiel

d'échanges commerciaux, d'investissements et de relations de plus en plus enrichissantes entre les peuples en est accru, en particulier dans notre voisinage immédiat. Les dispositions transitoires qui peuvent être nécessaires en ce qui concerne la libre circulation des travailleurs seront appliquées pour une durée aussi courte que possible.

L'élargissement renforce la région de la Baltique et les conditions de la coopération entre les pays baltes et nordiques. La concertation sur les affaires européennes s'élargit. Aujourd'hui, les pays nordiques et les pays baltes signent un accord faisant de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie des membres à part entière de la Banque nordique d'investissement.

Les conditions qui ont été appliquées aux nouveaux pays membres devront valoir de même pour la Turquie, la Croatie et les autres pays qui demanderont à entrer dans l'Union européenne. Les pays des Balkans s'engagent aujourd'hui dans un processus analogue à celui qu'ont traversé les nouveaux pays membres. L'aide suédoise est axée sur le soutien à ce rapprochement avec l'Union européenne, qui est aussi le meilleur moyen, à long terme, de lutter contre la pauvreté. Nous examinerons attentivement si ces pays satisfont aux critères relatifs à la démocratie, aux droits de l'homme et aux principes de l'État de droit. Dans notre vision de l'Europe future, il y a place, comme en Suède, pour une pluralité de religions, de cultures et de traditions. En ce sens, l'Europe, pour nous, est sans frontières.

Le projet de nouveau traité présenté par la conférence intergouvernementale rend l'Union européenne plus efficace et plus intelligible. Il clarifie les rôles de l'Union et des États membres. Sur la majeure partie des questions concernant le traité, il existe un large consensus, et il importe de mener à bien

cette étape importante vers une Union capable de promouvoir la paix et le développement en Europe et en dehors.

Les ressources communes de l'Union sont limitées et doivent être employées à bon escient. Il est nécessaire de fixer des priorités rigoureuses. Les pays membres actuels, qui ont pu relever leur niveau économique grâce aux aides financières de l'Union européenne doivent être prêts maintenant à partager avec les nouveaux venus.

La contribution de l'Union européenne à la sécurité du monde doit être renforcée. Il nous faut faire face aux menaces identifiées dans la stratégie européenne de sécurité : terrorisme, prolifération des armes de destruction massive, catastrophes environnementales, criminalité organisée, conflits régionaux, guerres civiles, États en décomposition. Le gouvernement tient à mettre également à profit les liens et la coopération qui se sont développés au sein de l'Union pour s'attaquer aux causes fondamentales de ces menaces : violations des droits de l'homme, absence de démocratie et de sécurité juridique, injustices et pauvreté.

La Suède ne participe à aucune alliance militaire. C'est une politique qui nous a été bénéfique, et qui le reste. Dans le même temps, elle aspire à prendre une part active au renforcement de la politique européenne de sécurité et de défense. Il n'y a pas là de contradiction.

Nous savons que de nombreuses vies humaines auraient pu être épargnées dans les Balkans occidentaux si l'Union avait mieux su coordonner sa politique extérieure dans les années 1990. Nous aurions pu en faire plus pour Sarajevo assiégée où chaque jour, des tireurs embusqués tuaient des civils innocents. Nous aurions pu en faire plus à Srebrenica, au Rwanda et au Congo.

C'est un constat douloureux, mais nécessaire si nous voulons éviter des faits semblables dans l'avenir.

L'Union européenne est dans une position particulièrement favorable pour prévenir les conflits puisqu'elle dispose d'importants instruments politiques, économiques, diplomatiques, militaires et civils. Nous voulons consolider la capacité de l'Union pour ce qui est de la détection précoce des crises potentielles et de leur prévention. Le Secrétaire général des Nations Unies a présenté récemment à Stockholm des propositions sur les moyens de renforcer l'ONU pour mieux pouvoir prévenir les génocides. Diffuser les conclusions du Forum international de Stockholm sera une tâche importante, dans l'Union européenne comme aux Nations Unies.

Les relations avec les voisins de l'Union doivent se développer. La coopération avec la Russie est d'une signification toute particulière. Le gouvernement souhaite voir la Russie s'intégrer plus étroitement à la coopération européenne et espère que son entrée dans l'OMC pourra entrer bientôt dans les faits. Mais un véritable partenariat, qui est l'ambition de l'Union européenne et de la Suède, doit reposer sur des valeurs communes. Les droits de l'homme et les libertés fondamentales doivent être respectés. Le conflit tchétchène doit être traité par des moyens politiques.

Une tâche de plus en plus importante sera la consolidation des relations avec l'Ukraine, le Bélarus et la Moldova, mais aussi avec les pays du Sud-Caucase. L'avenir de ces pays est dans la coopération européenne. Le gouvernement veut approfondir la coopération avec eux afin de promouvoir le respect des droits de l'homme, la démocratie, le développement économique et le libre-échange. Les mesures de nature à améliorer la sécurité sont un aspect de cette action : empêcher la prolifération des armes de destruction massive, lutter contre les accidents et les catastrophes et apporter aux forces armées une

formation à la démocratie et aux droits de l'homme. Nous devons collaborer étroitement avec l'OSCE et le Conseil de l'Europe. La force de l'OSCE repose précisément sur la solidité de son action sur le terrain. Le Conseil de l'Europe a un rôle normatif essentiel, mais veille aussi à ce que les pays honorent leurs engagements, avec pour ultime garant la Cour européenne des droits de l'homme. La collaboration avec l'OTAN dans le cadre du Partenariat pour la paix conforte la sécurité et la coopération dans la région.

Les pays riverains de la Méditerranée et l'ensemble régional du « grand Moyen-Orient » prennent une importance croissante pour la Suède et l'Union européenne. Un respect accru des droits de l'homme, la démocratisation et le progrès économique et social favorisent le développement et la sécurité, pour ces pays aussi bien que pour l'Union européenne. Cette région tient donc une place particulière dans la stratégie européenne de sécurité. Une coopération de plus en plus étroite dans le cadre du processus de Barcelone et la création d'une zone de libre-échange sur le pourtour de la Méditerranée d'ici à 2010 affermiront les relations entre la région et l'Union européenne. Nos instituts d'Alexandrie et d'Istanbul ont un grand rôle à jouer pour stimuler le dialogue entre les cultures et les civilisations.

La coopération en matière juridique doit être renforcée. Le terrorisme international, la criminalité organisée et le trafic d'êtres humains sont des phénomènes éminemment transnationaux et doivent donc être combattus par une coopération par-delà les frontières. Pour mettre un terme à l'ignoble traite des femmes et des enfants des pays pauvres vers les pays riches, y compris la Suède, il nous faut recourir à toutes les instances : les Nations Unies, l'Union européenne, l'OSCE avec son nouveau plan d'action de grande ampleur et son représentant spécial, le Conseil de l'Europe qui travaille à l'élaboration d'une convention européenne contre la traite des personnes, la

coopération nordico-balte et le Conseil euro-arctique de Barents, mais aussi la coopération avec les États-Unis.

Monsieur le Président/ Madame la Présidente,

Nos valeurs de paix et de sécurité, le développement mondial et la lutte contre la pauvreté, les idées de démocratie et d'État de droit, les droits de l'homme et le droit international ont leur assise la plus claire dans les Nations Unies.

Notre sécurité ne peut se construire dans l'isolement, ni dans le seul cadre de l'Europe. Pour notre sécurité commune, nous sommes tributaires d'un multilatéralisme efficace. Des Nations Unies fortes sont le gage d'une sécurité mondiale accrue.

Quand les États-Unis et les membres de la Coalition ont décidé d'entrer en guerre contre l'Irak, le Conseil de sécurité des Nations Unies a été laissé à l'écart. Or, il apparaît de plus en plus maintenant que les Nations Unies sont nécessaires pour faire avancer les choses en Irak. Bien que la situation de sécurité reste critique, comme en témoigne entre autres l'attentat d'Erbil contre les organisations kurdes, et bien que des civils irakiens et des soldats de la coalition soient tués chaque jour, l'ONU est maintenant de retour pour examiner les conditions d'organisation d'élections directes en Irak. Pour que l'Irak devienne une société libre, démocratique et viable, il faut restaurer sa souveraineté. Les Nations Unies ont évidemment un rôle crucial à jouer dans ce processus. La Suède contribuera, à raison de 345 millions de couronnes sur les deux années à venir, au développement de l'Irak, entre autres par la formation de policiers et de juristes.

Il est possible aujourd'hui de tirer quelques conclusions claires de la guerre en Irak :

Les efforts destinés à améliorer et réformer l'ONU doivent se poursuivre avec une énergie encore accrue.

Le Conseil de sécurité doit être élargi pour conforter sa légitimité et mieux refléter l'état présent du monde.

Le Secrétaire général a nommé un groupe de travail qui devra présenter avant la fin de l'année des recommandations sur les moyens de rendre le système des Nations Unies plus apte à faire face aux menaces actuelles contre la paix et la sécurité. La Suède s'emploiera à faire avancer ces processus de réforme. L'Union européenne doit développer sa politique à l'égard des Nations Unies et sa coopération avec l'Organisation.

Nous devons renforcer les instruments multilatéraux contre la prolifération des armes de destruction massive. Quand la Libye a déclaré son intention de démanteler ses programmes d'armes de destruction massive, et quand l'Iran a signé le protocole additionnel de l'AIEA, ce sont les inspecteurs de cette agence qui ont été chargés de la vérification.

L'ONU doit améliorer sa capacité à prévenir les conflits armés. Le Conseil de sécurité a adopté l'année dernière une résolution novatrice sur la prévention des conflits armés. La Suède a joué un rôle moteur dans ce processus, et continue d'œuvrer activement pour que les Nations Unies et l'Union européenne améliorent leur capacité d'action dans ce domaine. Pour cela, il faut un engagement à long terme. La Suède y est prête. Conformément à la résolution 1325 du Conseil de sécurité, il importe de renforcer le rôle des femmes dans l'action de prévention des conflits.

Le rôle des Nations Unies dans la gestion de crise au niveau mondial doit être renforcé. Des actions importantes sont en cours en ce moment au Congo et

au Libéria, où la Suède et l'Union européenne jouent un rôle central dans des interventions multifonctionnelles complexes pour la paix sous l'égide des Nations Unies.

Monsieur le Président/ Madame la Présidente,

Par tous ces moyens, la Suède participe concrètement à la construction de la paix et de la sécurité communes. Elle agit sur la base de la non-participation aux alliances militaires et de son appartenance aux Nations Unies.

Son action repose sur les valeurs communes de l'égalité en droits et en dignité de tous les êtres humains, et met à profit une large expérience de diverses missions de paix.

Nous aspirons à renforcer notre capacité, au plan national, au sein de l'Union européenne, entre l'Union européenne et les Nations Unies, et en collaboration avec d'autres organisations.

C'est ainsi que nous ferons avancer l'action pour la paix et le développement dans le monde.

La liberté et la sécurité pour tous, tels étaient les maîtres mots de la dernière déclaration de politique étrangère qu'Anna Lindh, au nom du gouvernement, a présentée au Riksdag. Ces mots sont et demeurent notre vision.

Quand tous les êtres humains, d'où qu'ils soient, vivront dans la paix et la liberté,

quand tous, et pas seulement ceux qui sont nés dans le monde riche, auront droit au développement et à la sécurité, quand tous auront la possibilité de vivre dans de bonnes conditions, alors le monde sera un endroit meilleur et plus sûr pour nous aussi.

Ce sont ces valeurs qui doivent continuer d'inspirer la politique étrangère de la Suède.